Pour le 60ème anniversaire
de la loi du 10 septembre 1947
portant statut général de la coopération

François Espagne
ancien secrétaire général de la Confédération générale
des sociétés coopératives ouvrières de production

Sous le titre "les entreprises coopératives, une autre façon d'entreprendre", l'Union régionale des SCOP de Rhône-Alpes et la Fédération Rhône-Alpes des SCOP du BTP ont organisé à l'automne 2007 une série de cinq conférences - débats destinées à rappeler, à l'occasion du 60ème anniversaire de la loi de 1947, les origines et la portée du statut général de la Coopération et l'actualité du modèle coopératif comme porteur de moyens "d'entreprendre autrement". C'est, corrigé et complété, le document d'information distribué lors d'une de ces réunions qui est ici reproduit.

Sommaire

Introduction : caractéristiques de l'entreprise coopérative	p.2
I - La longue marche du statut coopératif	p.3
11. Des lois pour les coopératives avant qu'il y eût une loi coopérative	p.3
12. Le statut général de la coopération (loi de 1947)	p.3
13. Entre deux lois (1947 - 1992)	p.3
14. La loi de modernisation de 1992 et les lois récentes	p.4
15. Etat des lieux	p.4
II - Le choix d'un modèle et la traduction des principes dans la loi	p.5
21. Le choix d'un modèle	p.5
22. La définition des principes coopératifs	p.6
23. Les fondements institutionnels	p.6
24. Le contrat de société coopérative	p.7
25. Loi générale, lois spéciales, droit commun	p.7
III - Des concepts et des méthodes pour entreprendre	p.8
31. De la double qualité au bi-sociétariat	p.8
32. L'exercice du pouvoir	p.9
33. Le statut des facteurs de production	p.10
34. Les instruments de financement	p.11
35. Moyens pour des stratégies de développement	p.13
Conclusion : trois vœux pour un anniversaire	p.13

Introduction : caractéristiques de l'entreprise coopérative

Le fonctionnement du système capitaliste - le mot étant pris dans son sens technique, non polémique - suppose remplies un nombre limité de conditions, qui sont en même temps ses règles du jeu : la propriété des moyens de production assurée par des entreprises privées, autonomes, à but lucratif ; cette propriété découpée en titres susceptibles d'être négociés dans des conditions rendant possible la spéculation (c'est-à-dire l'anticipation de leurs valeurs futures) ; un marché libre et des fournisseurs et clients extérieurs à l'entreprise, n'ayant avec elle que des rapports contractuels et sans droits organiques d'intervention dans sa gestion ; le travail libre, non attaché à l'entreprise et sans autres pouvoirs que celui de la négociation concurrentielle de la rémunération de sa location : ensemble de conditions destinées à rendre opératoire et efficace une gestion de profit, - ayant pour ressort *l'animus lucri*..

De leur côté, les coopératives reposent sur trois postulats : la satisfaction des besoins des classes populaires par une entreprise bénéficiant de l'activité de ses membres qui lui sont liés par une "relation d'échange" ; le contrôle (au sens anglo-saxon) de cette entreprise par ses acteurs-bénéficiaires regroupés dans une société qui organise entre elle et eux ou entre eux une "relation d'association" ; la propriété des instruments de production organisée en dehors des formes habituelles de la propriété privée, qui ne sert de référence ni pour l'exercice du pouvoir ni pour le partage des bénéfices. Les deux premiers postulats traduisent la double qualité (associés et usagers) des membres et l'identité entreprise-société. Le troisième, traduit dans les corollaires du pouvoir égalitaire, de l'intérêt limité au capital, du bénéfice réparti en proportion de l'usage et non de la propriété et des réserves impartageables, identifie les coopératives comme appartenant à un autre système que le système capitaliste : trois postulats dont la combinaison assure une gestion de service, mieux : une autogestion de service, ordonnée au service des membres assurant eux-mêmes le pilotage de leur entreprise.

Les caractéristiques de l'entreprise capitaliste n'existent pas de façon universelle et partout à l'état chimiquement pur, certaines sont des acquisitions récentes (ainsi la "titrisation" du patrimoine, qui suppose l'invention de la société par actions alors qu'au total peu d'entreprises sont cotées) ; de même, les "principes coopératifs" n'ont pas partout une même traduction en normes de droit positif, ou supportent beaucoup d'exceptions.

Il n'en reste pas moins que les systèmes légaux sont dans leur essence différents. Celui des entreprises capitalistes a été élaboré le premier. Venant en réaction, et bien qu'elles eussent pour elles l'ancienneté des coutumes populaires qui leur ont donné leurs traits les plus significatifs, les lois coopératives ont été longues (1867-1947) à définir et unifier les règles applicables à ces sociétés en dehors de l'ordre commun (I) et à traduire en normes de droit positif leurs principales caractéristiques (II). Ce n'est que récemment qu'elles se sont préoccupées de donner des réponses à leurs besoins comme entreprises (III).

I - La longue marche du statut coopératif

11. *Des lois pour les coopératives avant qu'il y eût une loi sur les coopératives*

Le titre III (d'application facultative) de la grande loi de 1867 sur les sociétés commerciales a mis les coopératives en dehors du marché financier en combinant cessibilité (et non négociabilité) des droits sociaux et variabilité du capital (fondant sa liquidité sur sa remboursabilité) ; il a assuré symétriquement la possibilité de la confusion associé-usager (double qualité) par le contrôle des cessions.

Sous la 3ème République, de nombreuses lois spéciales ont donné un embryon de statut particulier aux familles coopératives existantes : crédit mutuel agricole et coopératives agricoles en 1899, coopératives d'HBM (habitations à bon marché) en 1908, crédit maritime mutuel en 1910, SCOP en 1915, coopératives de consommation en 1917, banques populaires et sociétés de caution mutuelle en 1917, coopératives d'artisans en 1923. Le plus souvent, elles se bornaient à rendre possible la reconnaissance de la personnalité morale de groupements échappant à la grille des sociétés et institutions bénéficiant de cette reconnaissance et à déterminer les conditions d'accès aux aides de l'Etat. Les règles, peu nombreuses, qu'elles déterminaient étaient facultatives et disparates.

12. *Le statut général de la Coopération (1947)*

Après deux échecs d'un projet de loi générale et unitaire (projet Waldeck-Rousseau 1883-1896, et proposition Brunet puis commission Matignon, 1927-1940), Paul Ramadier, président du Conseil, ancien membre du "conseil judiciaire" de la Fédération des coopératives de consommation, fait voter le texte devenu loi du 10.09.1947.

Celle-ci a quatre caractéristiques : elle est loi d'identification (caractérisant l'ensemble des coopératives par une définition, des caractéristiques et des règles communes, les distinguant conceptuellement sinon toujours juridiquement des autres formes de société) ; d'unification (s'efforçant de faire prévaloir un système unique de références ayant le pas sur les règles des statuts particuliers) ; d'incorporation (faisant entrer dans le système juridique français la traduction des principes coopératifs déterminés en 1937 par l'Alliance Coopérative Internationale) ; de consolidation (prenant en compte les coutumes de certaines familles coopératives admises dans les lois spéciales préexistantes).

13. *Entre deux lois (1947-1992)*

Deuxième train de lois particulières, modernisant les statuts anciens de pratiquement toutes les familles coopératives ou créant de nouveaux statuts particuliers : crédit mutuel, 1958 ; banques populaires et sociétés de caution mutuelle, 1962-1989 ; Scop, 1969 et 1978 ; coop. d'HLM, 1972 et 1983 ; coop. agricoles, 1959, 1972 et 1991 ; coop. de commerçants, 1972 ; coop. artisanales, coop. maritimes, coop. d'entreprises de transport, 1983 ; unions d'économie sociale, 1983 ; sociétés d'intérêt collectif agricole, 1991 ; sans compter la restructuration du crédit agricole.

Pendant la même période, le lobbying coopératif a tendu à étendre aux coopératives le bénéfice des avantages fiscaux des nombreuses lois sur l'épargne. Il obtient la création d'outils de financement nouveaux : application aux SCOP de la participation et de l'actionnariat des salariés

(1969-1978), et pour toutes les coopératives titres participatifs (1983) et certificats coopératifs d'investissement (1987).

14. *La loi de modernisation des coopératives (1992) et les lois récentes*

Après les disparitions de plusieurs grandes coopératives, et en réponse à la longue plainte des familles coopératives sur l'inadaptation de leurs outils pour la formation des capitaux propres, la loi de 1992 a inséré dans la loi de 1947 des instruments, empruntés aux sociétés de capitaux, supposés mieux mobiliser les souscriptions en capital des sociétaires et attirer une épargne extérieure. A cet effet, cette loi "d'instrumentation" multiplie les exceptions aux principes coopératifs traduits dans la loi de 1947, qui assuraient l'identification des coopératives comme sociétés *sui generis*, et parachève l'émiettement du système légal des coopératives en donnant aux lois particulières le pas sur le statut général.

Plusieurs statuts particuliers avaient été modifiés par la loi de 1992, souvent pour préciser ou interdire l'application de telle ou telle disposition. Après 1992, trois nouveaux statuts : caisses d'épargne, 1999 ; sociétés coopératives d'intérêt collectif, 2001 ; coopératives hospitalières de médecins, 2002 ; et des modifications assez substantielles du statut des coopératives agricoles par une loi de 2006, sans compter l'annonce par celle-ci d'une ordonnance qui paraît annoncer des changements encore plus importants.

15. *Etat des lieux*

Le statut coopératif français est entré dans l'histoire en pièces détachées.

Les coopératives sont d'abord soumises, comme sociétés, aux dispositions générales du Code civil sur le contrat de société, et le plus souvent à celles du code de commerce qui a accueilli ce qui reste de la loi de 1867 sur la variabilité du capital ; selon la forme adoptée, elles peuvent relever des dispositions du code civil sur les sociétés civiles ou du code de commerce sur les sociétés anonymes ou à responsabilité limitée.

Comme coopératives, elles sont régies par le statut général de 1947 ; selon leur famille professionnelle, elles obéissent à l'un des statuts particuliers, qui, depuis la loi de 1992, priment le statut général : SCOP, coopératives de consommation, coopératives de construction, coopératives d'HLM, sociétés anonymes coopératives d'HLM, sociétés anonymes coopératives de location-attribution d'HLM, coopératives agricoles, sociétés d'intérêt collectif agricole, coopératives artisanales, coopératives de transporteurs, coopératives de patrons bateliers, coopératives maritimes ou de marins-pêcheurs, coopératives de commerçants détaillants, coopératives de messagerie de presse, crédit mutuel, crédit coopératif, crédit maritime mutuel, crédit mutuel agricole, banques populaires, sociétés de caution mutuelle, sociétés coopératives de banque, sociétés ouvrières de crédit, banques coopératives ouvrières, sociétés coopératives d'intérêt collectif, caisses d'épargne, coopératives hospitalières de médecins, unions de coopératives, unions d'économie sociale ; sans compter les dispositions coopératives applicables aux sociétés civiles professionnelles, aux sociétés d'architectes, de géomètres et de médecins ; sans compter non plus les syndicats coopératifs de copropriété et les coopératives de main d'œuvre dans les sociétés anonymes à participation ouvrière, qui ne sont ni des sociétés ni des coopératives ; sans compter enfin les coopératives d'artistes, citées dans le code des marchés publics mais nulle part définies.

La coexistence de quatre sources de droit - contrat de société, forme juridique, loi coopérative générale, loi coopérative spéciale - pose des problèmes de conflits de lois qui sont rapidement évoqués au § 25. Mais surtout la multiplication des textes a deux conséquences. D'une part, dans de nombreux domaines, les exceptions à la loi générale (sur la double qualité et son corollaire la règle de l'exclusivisme, la limitation de l'intérêt, le caractère impartageable des réserves, l'unicité des voix), ou les solutions sur la filialisation de certaines activités, les contrôles administratifs, la forme juridique de société commerciale ou civile, voire ni commerciale ni civile pour les coopératives agricoles, etc. sont différentes d'un statut particulier à un autre, et cette hétérogénéité nuit à la perception d'une unité de rationalité et de destin des coopératives. D'autre part, la perception commune que les coopérateurs eux-mêmes ont des coopératives, n'est plus de ce qui les fait coopératives, mais de ce qui les fait entreprises-comme-les-autres-entreprises : facteur de banalisation dans les consciences et de reddition au modèle dominant de la société anonyme de droit commun.

°
° °

II - Modèle(s), principes et loi(s)

21. *Le choix d'un modèle*

La coutume coopérative avait expérimenté différents modèles. Ainsi : les trois modèles rochdaliens (limité aux consommateurs et unifonctionnel, ou ayant vocation à conquérir les autres secteurs de l'économie selon la fameuse *first law*, ou associant les salariés ès qualités) ; les quatre modèles d'associations ouvrières selon Gide (les "autonomes", qui sont les Scop d'aujourd'hui, les "corporatives" sous le contrôle du syndicat comme les verriers de Rive de Giers puis d'Albi, les "semi-patronales" ou sociétés à participation ouvrière comme le Familistère de Guise, les "intégrales" ou sociétés ouvrières à participation capitaliste) ; toujours chez les associations de production, le modèle fouriériste-familistérien, préservant les notions de propriété personnelle et de rémunération du capital, et le modèle buchézien-ateliériste, fondé sur la propriété collective et les réserves impartageables ; ou encore, dans le domaine agricole, le modèle syndical greffant l'activité d'approvisionnement sur une association de défense syndicale ou celui distinguant les deux fonctions ; ou les coopératives indépendantes de l'Ecole de Nîmes au service des consommateurs et celles de l'Ecole de Saint-Claude, au service de la classe ouvrière, intégrées dans un ensemble syndicat-parti-mutuelles-coopératives-associations réalisant un type possible de social-démocratie ; ou encore dans le domaine du crédit la référence au deux modèles allemands, celui de Raiffeisen articulant crédit mutuel et coopération agraire autour du rôle central des réserves collectives, et celui de Schulze-Delitzsch, plus orienté vers l'artisanat et le petit commerce, non exclusif du capital comme moyen d'assurer la promotion des PME associées.

La loi de 1947 avait opté pour le modèle rochdalien "pur" : double qualité et sociétariat définis par la relation d'usage ou d'échange, sans *multishareownership* ; unicité des voix ; ristourne ; intérêt limité au capital ; dévolution altruiste de l'actif net de liquidation impliquant la collectivisation des réserves, qui, curieusement, n'avait pas été alors retenue par l'Alliance Coopérative Internationale comme appartenant au corpus des principes de Rochdale. Mais elle avait laissé ouverte la possibilité pour les statuts particuliers d'emprunter aux autres modèles quelques unes de leurs spécificités (ainsi les références fouriéristes dans la loi SCOP de 1915).

Quand la loi de 1947 avait autorisé les lois spéciales à conserver des dispositions faisant exception aux règles générales dérivées de ce modèle rochdalien, elle consacrait la légitimité des pratiques préexistantes des coopérateurs, en ce qu'elles dérivait de coutumes peut-être disparates mais semblablement inspirées par des valeurs morales semblablement exigeantes. La loi de 1992 a supprimé la notion de prééminence de la loi générale sauf exceptions antérieurement actées dans les lois particulières. Désormais les exceptions légales à la loi générale sont admises sans limite, plus seulement quand elles sont légitimées par la coutume mais aussi quand elles prétendent répondre à de simples exigences techniques.

22. La définition des principes coopératifs

Avant la loi de 1947, les "principes coopératifs" avaient été définis par l'Alliance Coopérative Internationale (1937). Celle-ci n'avait retenu qu'un seul paradigme : celui des Equitables Pionniers de Rochdale, unifonctionnel (coopérative de consommation, abandon du projet de conquête par cercles concentriques des autres secteurs économiques) et à base sociale homogène (pas d'association de tiers, et notamment des salariés). La liste énonçait quatre principes obligatoires : adhésion volontaire (devenu porte ouverte), contrôle démocratique (élection des dirigeants par les membres, un associé = une voix), bénéfices répartis en proportion de la participation à l'activité (ristourne), limitation de l'intérêt au capital. Elle y ajoutait trois principes recommandés mais facultatifs : neutralité politique et religieuse, vente au comptant, éducation. L'exclusivisme n'était pas considéré comme un principe, le fédéralisme (coopération entre coopératives) n'est devenu principe qu'en 1966, l'impartageabilité des réserves n'a été considérée comme principe qu'en 1995.

La loi de 1947 avait donné du principe de la liberté d'accès ou de la porte ouverte une application restrictive, supprimée en 1992. Elle a fait des trois autres principes obligatoires des normes de droit positif, sous réserve des dérogations dans les lois spéciales ; elle y a ajouté l'exclusivisme (sauf exceptions prévues par les lois spéciales), le fédéralisme (unions de coopératives) et les réserves impartageables (en 1947, règle pas plus susceptible de dérogation que ne l'étaient ses corollaires : capital remboursable au plus au nominal de souscription, dévolution altruiste de l'actif net de liquidation).

23. Les fondements institutionnels

Les coopératives sont des sociétés : c'est ainsi que les définit la loi de 1947 (article 1er). Peu important leur forme de société commerciale (société anonyme, SàRL, etc.) ou civile, voire l'absence de forme propre pour les coopératives agricoles (que leur loi définit comme ni civiles ni commerciales), elles appartiennent au *genus* société, défini par l'article 1832 du code civil. Selon la règle de logique qui définit un concept ou un objet par le *genus proximum* (ici le genre société) et la *differentia specifica*, la différence pour les coopératives, qui les fait espèces de ce genre, est dans leur objet institutionnel : il n'est pas la recherche d'un gain patrimonial et son partage en proportion d'apports patrimoniaux, mais le fonctionnement d'un système autogéré visant à l'amélioration de la situation des membres pris en leur qualité de consommateurs ou utilisateurs des services de la coopérative ou contributeurs de son activité. A son tour, la *species* coopérative est *genus* pour les différentes familles (*subspecies*) objets d'une loi spéciale : pour elles, la *differentia specifica* tient dans la définition de leur domaine d'activité, la nature de la relation d'usage (le rapport d'échange) qui en découle, le cas échéant la qualification exigée des sociétaires.

24. Le contrat de société coopérative

Coopératives et sociétés : Les deux institutions ont été longtemps opposées (arrêt Manigod, 1914, refusant la qualification de société à une caisse de crédit mutuel (coopérative) qui ne distribuait pas d'intérêt au capital mais dont les membres bénéficiaient d'intérêts à taux réduit). Depuis, les deux statuts ont été rapprochées : outre la définition de la loi de 1947, la loi de 1978 a reformulé l'*animus lucri* de l'article 1832 du code civil, en le définissant alternativement par la distribution de bénéfices ou le partage d'économies. Le rapprochement a été accéléré par l'emprunt de la loi de 1992 à la boîte à outils du financement capitaliste.

Coopératives et associations : Après avoir été confondus (arrêt Manigod), les deux modèles ont été opposés (but lucratif / but non lucratif). Ils sont à nouveau rapprochés : depuis la loi de 1978, le possible objet institutionnel de la société (réalisation d'économies) n'est pas contraire au but non lucratif de l'association, et une jurisprudence aujourd'hui plus permissive autorise les actes de commerce aux associations, sous la condition que le bénéfice postulé par le concept même d'acte de commerce reste non distribuable aux membres. La différence coopératives / associations reste dans la vocation égoïste des coopératives (action au bénéfice des membres), les associations pouvant avoir une même vocation égoïste ou une vocation altruiste (action au profit de tiers). Les SCIC (2001) et les objectifs "externes" ou "d'intérêt public" assignés aux caisses d'épargne (1999) révèlent la fragilité de ces différences.

D'où le caractère singulier du contrat de société coopérative : sa cause (subjective) n'est pas l'*animus lucri*, comme dans la société, même si elle peut avoir en commun avec elle un objectif de réalisation et partage d'économies ; elle n'est pas seulement, comme dans l'association, le désir de mettre en commun des activités (*animus operandi*) dans une intention autre que le partage de bénéfices, même si l'une et l'autre entendent faire bénéficier leurs membres d'avantages économiques ; elle est l'*animus cooperandi* : volonté de mettre en commun des activités pour participer, en en retirant un avantage, à la réalisation de l'objet social d'une entreprise (fonction d'usager ou opérateur) dans une société contrôlée par les usagers (fonction d'associé) et dont ensemble les membres sont co-responsables, co-financeurs et co-décideurs (fonction d'entrepreneur).

25. Loi générale, lois spéciales et droit commun des sociétés

Dans sa rédaction initiale, la loi de 1947 précisait que les coopératives étaient régies par elle et par les lois spéciales non contraires. Elle énonçait les points sur lesquels les lois spéciales pouvaient, nonobstant la prééminence donnée au statut général, faire exception à celui-ci. La loi de 1992 a rendu caduques les analyses auxquelles cette disposition avait donné lieu : désormais, toute loi spéciale peut déroger à la loi de 1947 (loi de 1947, article 2).

Mais celle-ci énonçait une autre règle : elle disait - et elle dit toujours - que les coopératives sont régies par elle et par la loi particulière (spéciale) applicable à la catégorie dont elles relèvent. Pas de mention de la variabilité du capital et des lois régissant les autres sociétés. Les dispositions du code de commerce qui régissent les sociétés de droit commun et la variabilité du capital, lorsqu'elles sont mentionnées par une loi particulière ou dans les statuts de telle ou telle coopérative, ne sont que des normes supplétives ou auxiliaires. Elles ne peuvent déroger ni aux dispositions explicites de la loi de 1947 ou de la loi spéciale, ni même à leurs corollaires ou conséquences implicites nécessaires pour assurer leur mise en œuvre cohérente dans tous les compartiments de la vie

juridique de la coopérative. Elles leur ajoutent, sans pouvoir aller contre leurs dispositions précises ou leurs conséquences nécessaires.

Elles ne constituent pas plus le cadre normatif général régissant les coopératives sous la réserve de la loi de 1947 et des lois spéciales qui n'en seraient que des adaptations.

Les conflits entre différentes lois applicables à un même problème sont théoriquement réglés par un adage latin : *specialia generalibus derogant*, les lois spéciales dérogent aux lois générales. Une opinion assez répandue veut que les lois qui s'appliquent aux coopératives se lisent et s'interprètent dans l'ordre suivant, allant du plus général au plus spécial, et le plus spécial l'emportant sur le plus général : les dispositions du code civil sur les sociétés en général ; la loi applicable à la forme choisie (société civile, SA, etc.) ; les dispositions du code de commerce sur la variabilité du capital : la loi de 1947 ; la loi spéciale ou particulière régissant la famille d'appartenance.

Mais cette lecture confond la *nature* de la coopérative (société, puis coopérative, puis selon le cas ouvrière de production, ou agricole, etc.), la *forme* sous laquelle elle est constituée (société civile ou SA ou SàRL) et les *modalités* de son organisation (variabilité ou non du capital, conseil d'administration ou directoire et conseil de surveillance). A la suivre, on devrait considérer que les coopératives ne sont que des espèces (des *species*) du genre (du *genus*) société anonyme, par exemple ; que, contrairement à ce que dit la loi de 1947, la loi sur les sociétés anonymes régit les coopératives ; que toute disposition applicable aux sociétés anonymes se trouverait automatiquement applicable aux coopératives si la loi de 1947 et la loi spéciale n'y font pas explicitement exception.

La loi de 1947 avait entendu donner à l'ensemble hétéroclite des coopératives un statut général tirant les conséquences de leur *nature* en dehors de l'ordre commun, les organisant selon des principes et des règles qui en font des institutions *sui generis*. Elle leur a laissé une grande liberté dans le choix de leur *forme*, mais celle-ci n'est par rapport à leur nature que ce que l'accident est à l'essence. Malheureusement, dans la pratique, les rédactions hétéroclites et souvent maladroites des lois particulières conduisent souvent à voir dans la coopérative une simple variété de la SA ou de la SàRL, erreur qui s'alimente à l'attraction du statut juridique et des pratiques économiques de la société anonyme.

°
° °

III - Des concepts et des méthodes pour entreprendre

31. De la double qualité au bi-sociétariat

Après bien des tâtonnements, le modèle coopératif dominant était devenu celui de la coopérative unifonctionnelle (un "métier" pour répondre à un besoin) avec, selon l'expression italienne, une base sociale homogène (une catégorie de "porteurs" de ce besoin et capables de concourir à la réalisation de ce "métier").

Les droits et devoirs attachés à la relation d'association sont en général ceux définis par la loi pour les associés de toutes les sociétés, avec les exceptions ou dispositions de la loi spéciale, notamment : dans les droits, la participation aux A.G. (mais avec la règle un associé = une voix) et le droit aux bénéfices (sous la réserve des deux règles du bénéfice partagé en proportion de la participation à l'activité et non de l'apport patrimonial et de l'intérêt limité au capital) ; dans les

obligations : la réalisation de l'apport, la responsabilité (en général limitée au capital), la participation aux pertes. S'y ajoutent ceux résultant de la variabilité du capital : droit au remboursement du capital mais (caractère "a-capitaliste" de la coopérative) pas de droit sur les réserves.

Sur l'obligation d'apport

Les coopérateurs sont tenus à deux obligations à l'égard de la coopérative : au titre de la relation d'association, effectuer un apport de nature à constituer le capital social, c'est-à-dire un apport en numéraire ou en biens ; au titre de la relation d'échange, participer aux activités de la coopérative dans les conditions fixées par la loi spéciale et les statuts. Cette obligation de participation peut prendre des formes différentes d'une famille à une autre. La loi générale est muette à leur sujet, mais ses modalités sont détaillées dans le statut particulier des coopératives agricoles, le statut particulier des Scop y renvoie implicitement par ses références aux contrats de travail et aux exceptions qu'il prévoit à leur sujet. Les deux obligations - d'apport en capital social et d'apport en activité - sont d'ailleurs connexes : les lois spéciales peuvent ainsi proportionner les souscriptions obligatoires de parts sociales à la valeur des opérations réalisées au titre de la relation d'échange. L'apport d'activité lui-même n'est pas sans ressembler à l'apport en industrie permis dans les sociétés de droit commun à responsabilité indéfinie : par d'autres moyens que ceux prévus par le code civil, il est aussi le support d'une rémunération (la ristourne) et d'un pouvoir (le droit de vote du sociétaire usager).

Sur la notion de base sociale homogène

La loi de 1992 a mis fin au monopole de ce concept, en organisant le bi-sociétariat : possibilité d'admettre comme associés non seulement des usagers (liés par la double relation d'association et d'échange) mais aussi de simples apporteurs de capital, non usagers. La pratique désigne ceux-ci comme associés investisseurs. Mais la loi recourt à une périphrase pudique et entortillée : "personnes qui entendent contribuer par l'apport de capitaux à la réalisation des objectifs de la coopérative", d'autant moins explicite qu'elle fait bénéficier ces "mécènes" de droits financiers (possibilité de souscrire des parts à intérêt prioritaire et librement négociables) et de droits politiques (voix proportionnelles au capital) inspirés de ceux des actionnaires des sociétés de capitaux. L'innovation est une double rupture, de la tradition de la base sociale homogène et de l'unité de la cause du contrat de société. Mais le recours à cette solution paraît rester limité.

32. *L'exercice du pouvoir*

Pas d'entreprise sans entrepreneur. Celui-ci ne se définit pas en termes juridiques, mais de fonctions : il organise la combinaison des facteurs de production (capital au sens des actifs de la société et travail) et la relation de l'entreprise avec les différents marchés. Son rôle ne se confond ni avec celui des actionnaires (même s'il est actionnaire lui-même), ni avec celui des employés (même s'il est lui-même salarié). Son métier est de choisir et de décider ; il incarne et exerce le pouvoir dans et sur l'entreprise ; il est "agent du risque" des associés et des salariés, en cela que ses initiatives et décisions engagent les capitaux des premiers et leurs chances de gain ou de perte, l'emploi et la rémunération des seconds.

Dans l'entreprise traditionnelle, et spécialement depuis la loi "nouvelles régulations économiques" de 2001, le conseil d'administration et

le directeur général ne sont plus des mandataires n'exerçant que les pouvoirs qui leur sont délégués par l'assemblée générale, mais des organes disposant de pouvoirs propres. En particulier, le directeur général a tous les pouvoirs du chef d'entreprise, sous la seule exception de ceux, en fait limités au fonctionnement de l'institution sociétaire, que la loi réserve au conseil d'administration et à l'assemblée générale. Comme l'entreprise est l'outil de la société pour réaliser sa finalité institutionnelle, les décisions de l'entrepreneur, son directeur général, ne sont légitimes que si elles contribuent à cette finalité. Et les actionnaires disposent, dans le droit de désignation et de révocation de leurs représentants, dans celui d'approuver ou censurer leur gestion, dans celui de tirer les conséquences des contrôles exercés en leur nom et dans leur intérêt, d'un pouvoir proportionnel à leur capital, qui est à la fois l'enjeu de leur risque et le fondement de leur droit aux profits.

Le modèle coopératif déroge deux fois à ce schéma. La 1ère dérogation est bien connue : elle est dans les droits de vote détachés du capital détenu et attachés à la personne du sociétaire, et la règle un sociétaire = une voix. La 2nde est moins souvent citée, occultée par l'exemple de la société anonyme : la loi de 1947 (article 7) dit clairement que ce sont les associés, et non pas la loi, qui déterminent dans les statuts le mode d'administration de la coopérative, les décisions réservées à l'assemblée générale, les pouvoirs des mandataires que sont les administrateurs ou gérants, les modalités du contrôle sur leurs opérations. Ainsi, la limitation par l'assemblée générale des pouvoirs de décision du C.A ou du directeur général serait illégale dans une société de droit commun, elle est possible dans une coopérative. Dans le cas des Scop, la loi de 1978 tire la conséquence des principes d'autogestion et de souveraineté des associés en disposant que l'entreprise est gérée directement par les associés ou par l'intermédiaire de mandataires choisis par eux et en leur sein.

33. *Le statut des facteurs de production*

Le capital

Il ne s'agit pas ici du capital social, mais des actifs fixes (immobilisations) ou circulants (stocks et créances) figurant à l'actif du bilan. La société (y compris la coopérative), ayant la personnalité morale, a un patrimoine propre. Ces actifs sont dans son patrimoine, elle a sur eux un droit de propriété divisément exercé sur chacun des biens ou créances qui composent ce patrimoine. Mais derrière ce droit de propriété divis, bien par bien ou créance par créance, s'exerce le droit de propriété indivis des associés, - indivis en deux sens : il porte sur l'ensemble de l'actif moins les dettes et non sur tel ou tel élément du patrimoine, il appartient à l'ensemble des associés et pas à chacun d'eux pris singulièrement (chacun d'eux est propriétaire d'un titre ou d'une part du capital social, représentant un droit sur la quote-part correspondante du total de l'actif net des dettes).

C'est ici qu'intervient une distinction capitale entre sociétés de droit commun et coopératives.

Dans les sociétés de droit commun, le capital social, somme des parts ou titres de capital, tel qu'il existe à un moment donné au bilan, ne représente qu'une partie de la valeur de la propriété commune des associés. Sa valeur réelle comprend en outre celle qui est représentée par les réserves, bénéfiques à la distribution desquels les associés n'ont que momentanément renoncé, plus les plus-values latentes sur les éléments de l'actif, plus la plus-value latente globale, sur l'ensemble de

l'entreprise, qui apparaîtrait lors de la mise sur le marché (plus value de cession des titres, *good-will*).

Dans les coopératives, le capital au sens des actifs nets de dettes de la société est bien la propriété de celle-ci. Mais la valeur de la propriété commune des associés est limitée au nominal de leurs parts de capital (moins quote-part éventuelle des pertes non supportées par les réserves), puisque c'est à cette valeur qu'elles peuvent être remboursées. Tout le reste de ce capital correspondant aux réserves et aux plus-values latentes, fait l'objet non d'une forme privative de propriété, mais de ce que l'usage appelle une propriété collective, dont le sujet est la coopérative elle-même.

Le travail

La loi de 1947 reproduit ici non pas le modèle rochdalien mais l'interprétation restrictive qu'en avaient donnée les fondateurs de l'Alliance Coopérative Internationale : elle ne reconnaît au travail aucune place dans le schéma coopératif. Seules deux lois spéciales - celle des coopératives agricoles et celle des coopératives de marins-pêcheurs - prévoient explicitement l'admission des salariés comme associés, seule la loi sur les coopératives agricoles prévoit l'adaptation des dispositions sur l'intéressement, la participation, les plans d'épargne et l'actionnariat des salariés.

A ces deux exceptions près, le traitement coopératif du facteur travail est l'affaire des seules sociétés coopératives ouvrières de production. Quatre points à souligner : les travailleurs associés des SCOP sont des salariés, ils sont titulaires des droits et tenus aux obligations du droit du travail, le contrat qui organise leur relation d'échange avec la coopérative est un contrat de travail, qui les met ainsi en état de subordination juridique par rapport à eux-mêmes ; nonobstant toute disposition de ce contrat et de ce droit, les statuts peuvent imposer des souscriptions au capital et des retenues sur le salaire pour la libération des parts souscrites ; le refus de demander l'admission comme associé et la démission de cette qualité peuvent être considérés comme des démissions de l'emploi : sur ce point, le statut coopératif contient une dérogation reconnue valide par la jurisprudence aux règles pourtant d'ordre public du code du travail ; enfin, alors que dans les autres familles la ristourne (quote-part des bénéfices proportionnelle au montant des opérations réalisées avec la coopérative) n'est attribuée qu'aux seuls associés usagers, dans les SCOP, où elle prend le nom de répartition au travail, elle est obligatoirement attribuée dans les mêmes conditions à tous les salariés, associés ou non.

34. *Les instruments de financement*

La loi de 1947 et les lois particulières

La loi de 1947 n'évoquait le capital que pour consacrer le principe de sa rémunération fixe et limitée. Elle innovait en tirant du principe d'impartageabilité des réserves, qu'elle consacrait pour la première fois en norme de droit positif, un certain nombre de corollaires pratiques ; mais elle ne prescrivait qu'une dotation limitée à leur profit, et ne s'interrogeait pas plus sur leur rôle comme instrument de financement qu'elle ne le faisait pour le capital.

L'interrogation sur la formation des capitaux propres est postérieure à la loi de 1947. Les premières réponses ont été données dans les lois particulières : ainsi pour les SCOP, transposition (1969) de l'ordonnance sur la participation, permettant de convertir la ristourne ("répartition

travail") en capitaux longs ou capital social et de doter à due concurrence les réserves impartageables ; ou loi de 1978 leur étendant la loi de 1973 sur la souscription d'actions par les salariés ; ou pour les coopératives agricoles, possibilité de porter la responsabilité des membres à 2 fois leur capital et obligation de doter les réserves à due concurrence du capital remboursé (1972-1991) ; ou pour les coopératives d'artisans ou marins (1983), possibilité, pour l'assemblée générale, à l'image des SCOP (1978), et nonobstant la prohibition traditionnelle de l'augmentation des engagements des associés, d'affecter la ristourne à l'augmentation obligatoire du capital.

Les T.P. et les C.C.I.

Un peu plus tard ont été créés deux instruments destinés à toutes les formes de coopératives constituées sous forme de société anonyme - les titres participatifs (1983) - ou sous n'importe quelle forme - les certificats coopératifs d'investissement (1987). Les T.P. sont des obligations de dernier rang, négociables, remboursables à la discrétion de l'émetteur mais pas avant 7 ans, avec un intérêt pour partie fixe et pour partie modulé en fonction d'un indicateur de performance. Les C.C.I. sont des titres de capital sans droit de vote, négociables, avec intérêt plafonné comme les parts sociales, remboursables pas avant la liquidation de la société, mais ayant alors droit à une part proportionnelle des réserves et du boni de liquidation. Dans les deux cas, il y avait volonté de créer des outils "coopé-compatibles", plus séduisants que les parts sociales, et négociables, c'est-à-dire susceptibles d'être proposés à des investisseurs soucieux de liquidité. Mais la rémunération souvent jugée trop élevée des T.P., celle trop modeste des C.C.I. combinée avec le caractère incertain des possibles plus-values de remboursement, l'absence de marché dans les deux cas, ont empêché le développement de l'un et l'autre produits.

La loi de 1992

Outre l'ouverture à des associés purs investisseurs, elle a tenté d'améliorer la séduction du capital social : diversification des types de parts offertes à la souscription (parts ordinaires, parts à avantages particuliers, et, comme signalé, parts à intérêt prioritaire réservées aux associés investisseurs et aux tiers ; possibilité de compenser l'effet d'inflation en majorant la valeur des parts remboursées dans la limite du barème de revalorisation des rentes viagères ; possibilité d'incorporer au capital jusqu'à la moitié des réserves.

Curieusement, la loi a préféré ces mécanismes purement capitalistes, dont certains ne peuvent fonctionner sans un marché financier et son animation, à la simple révision de la règle de l'intérêt limité. Celle-ci n'a subi que deux exceptions en 1992 : pour les Scop, la loi, reprenant un schéma fouriériste, ne limite plus le taux de l'intérêt annuel, mais son volume qui ne peut excéder ni le total de la répartition au travail ni celui des dotations aux réserves ; et pour les coopératives agricoles, possibilité de dépasser de 2 points le taux maximum pour les associés investisseurs et de distribuer en plus aux associés les dividendes reçus des filiales et participations.

Enfin, la constitution de réserves impartageables reste - indépendamment de toute référence idéologique qui les justifie par le concept de propriété collective - le moyen le plus efficace de constituer les capitaux propres nécessaires : capitaux non rémunérés, non remboursables, non susceptibles de cessions faisant basculer les majorités sinon en voix du moins en influence. Curieusement, l'avancée de la loi de 1947 n'a pas été consolidée par la loi de 1992, qui, au contraire, permet

d'incorporer au capital la moitié des réserves, aggravant à due concurrence la fragilité du capital remboursable. Seules les SCOP (décret de 1969, loi de 1978 et 1992) en font le pivot de leur financement, et seules les coopératives agricoles sont tenues de les doter à hauteur des remboursements opérés sur leur capital.

35. *Stratégies de développement*

La loi est réputée n'offrir aux coopératives que peu de moyens pour conduire des stratégies de développement comparables à ceux qui assurent la croissance en grappe du secteur capitaliste. L'accusation est excessive.

Il est vrai que l'exploitation par une coopérative d'une partie de son objet social par une filiale de droit commun soulève des questions de doctrine quant à sa compatibilité avec l'idée que l'exploitation directe par les sociétaires est un corollaire nécessaire de la définition de la coopérative et de la cause du contrat de société coopérative. Cependant, non pas la loi générale de 1947 et ses amendements de 1992, mais, en des termes d'ailleurs différents d'une famille à l'autre, presque toutes les lois particulières l'autorisent explicitement ou implicitement. Aussi bien est-ce par ce moyen que les banques coopératives sont arrivées à contrôler une fraction majoritaire du marché de l'épargne et du crédit en France.

La coopération entre coopératives est depuis 1966 un des principes de l'ACI. La loi de 1947 avait anticipé cette position en reconnaissant comme légitimes, sous le nom d'Unions de Coopératives, des coopératives dont le sociétariat ne serait fait que de coopératives de 1er degré. Aucune restriction n'étant imposée par la loi à l'objet de ces unions, c'est à tort qu'elles sont souvent considérées comme de simples appendices, réduits à des activités auxiliaires, des sociétés qui les composent.

Des groupes réunissant autour d'une coopérative mère des coopératives filiales et sous-filiales sont juridiquement possibles si on accepte la règle que le pouvoir de la mère s'arrête à la majorité des voix des associés usagers (des coopérateurs), ce qui interdit de parler de filiales au sens technique. Mais de nombreux groupes capitalistes fonctionnent avec des sociétés "de tête" détenant moins de 50 % du capital et des droits de vote. C'est jusqu'à juste en dessous de ce seuil que la loi de 1992 permet d'aller, cependant que la loi de 1978 permet à une SCOP "mère" de détenir dans une SCOP "fille" autant de voix que celle-ci a de sociétaires.

Enfin, la Règlement communautaire de 2003 - en cours d'incorporation dans les droits nationaux - a créé la Société Coopérative Européenne, pendant de la Société (anonyme) Européenne, et, comme celle-ci, possible vecteur de stratégies transnationales de développement.

°
° °

Conclusion - Trois vœux pour un anniversaire

La loi de 1947 était une véritable loi fondatrice d'un possible système coopératif "autonome" (puisant en lui-même les sources de ses règles), unifié, laissant une place large à la coutume, au développement de pratiques originales, au contrat. Elle a été novatrice et audacieuse. Mais elle est restée inachevée sur trois points : alors qu'elle réunissait tous les éléments permettant de la considérer comme la représentation d'institutions *sui generis*, elle n'a pas été jusqu'à affirmer son caractère de loi générale, spéciale sans doute par rapport à la société définie par l'article 1832 du code civil mais certainement pas par rapport aux formes "allogéniques" que sont les différentes variétés de sociétés de droit

commun ; alors qu'elle tendait à unifier le droit coopératif, elle n'a pas été jusqu'à organiser la résorption des exceptions des lois spéciales ; alors qu'elle introduisait le concept des réserves impartageables, elle n'est pas allée jusqu'à les définir comme l'instrument d'élection du financement des coopératives.

Quarante cinq ans après sa naissance, sa modernisation n'a pas été recherchée dans le parachèvement et le surpassement de ce qui avait été initié en 1947, mais dans l'emprunt des mécanismes de l'entreprise capitaliste, plus précisément de certains des outils de la société cotée. Mettant en parallèle la facilité (apparente) de réunir et augmenter les capitaux propres dans les entreprises de droit commun et la difficulté (apparente) de

ces opérations dans les coopératives, les promoteurs de la loi de 1992 et les familles coopératives, qui ne leur ont pas opposé une résistance bien vive, ont sous-estimé une évidence : que les entreprises capitalistes ne peuvent augmenter leurs capitaux propres qu'en assurant leur liquidité par leur parfaite négociabilité, exigence par essence contraire à la logique de la double qualité, et leur séduction pour le marché par des espérances de plus-values, exigence contraire à la logique de la gestion de service.

Aujourd'hui, le constat est que les dispositions initiales de la loi de 1947 restent pertinentes et solides, mais que restent inemployées la plupart des innovations qui, il y a quinze ans, ont entendu fonder le développement des coopératives sur des mécanismes non cohérents avec les postulats, non pas idéologiques mais, si l'on peut dire, sociologiques, d'où découlent les règles du "agir ensemble" des coopérateurs.

De ce constat, on tire trois vœux offerts pour son anniversaire à une sexagénaire restée gaillarde sous les déguisements dont on l'a habillée.

Le 1er est que soit un jour pas trop lointain reprise l'hypothèse du parachèvement évoquée au 1er alinéa de cette conclusion.

Le 2ème tient à la notion de bilan. Pour Max Weber, la rationalité du système capitaliste se bouclait sur le concept et outil du bilan ou compte de patrimoine, inventé en 1608 par le commerçant et ingénieur calviniste Stevin, qui permet de vérifier si l'entreprise accomplit bien la finalité institutionnelle de la société. Le souhait est qu'un outil équivalent destiné à mesurer de façon objective l'accomplissement de la finalité institutionnelle de la coopérative, soit élaboré avec un contenu qui rende son utilisation simple et les comparaisons aisées.

Le 3ème vœu concerne la recherche d'instruments originaux et "coopé-compatibles" de développement. L'évolution du secteur coopératif, au cours de la sexagintennie écoulée, a mis en lumière la plasticité et l'élasticité du système coopératif, son adaptabilité à des contraintes économiques nouvelles, - mais aussi le caractère chimérique de la transposition d'instruments adaptés à la logique du système capitaliste mais non cohérents avec la logique de la coopération. D'autres outils devraient être imaginés. Le vœu est que cette recherche tienne compte d'une exigence qui est de l'ordre de l'éthique et du politique plus que du juridique : qu'elle ne se fasse pas sans le réensemencement de l'imagination juridique et économique par une part d'utopie, - qui n'est pas l'improbable endroit de nulle part, mais l'exploration ambitieuse et raisonnée "des possibilités latérales du réel".